

# Afghanistan, retraits annoncés

Le 23 juin 2011, la présidence de la République a annoncé un retrait progressif des 4.000 militaires français déployés en Afghanistan, peu après l'annonce, par le président américain Barack Obama, du rapatriement aux Etats-Unis de 10.000 soldats en 2011 et de 23.000 autres d'ici à la fin de l'été 2012. Dans un communiqué, elle indique partager l'analyse et les objectifs américains et que le retrait des forces françaises sera « *progressif* », « *de manière proportionnelle* » et « *dans un calendrier comparable* », en raison des « *progrès enregistrés* ».

De son côté, le Premier ministre François Fillon a déclaré que « *la mort de Ben Laden et la désorganisation d'Al Qaïda, qui était un des objectifs de la campagne initiale conduite en Afghanistan, est un élément qui vient renforcer cette perspective* ».

Enfin, lors d'un point de presse le même jour, le ministère de la Défense a indiqué que la sécurisation de la province de Surobi sera examinée au début de l'automne en concertation avec l'ONU et l'armée nationale afghane, qui prendra la suite des troupes françaises quand elle se sentira prête. « *L'état-major fera des propositions opérationnelles à l'autorité politique* », a précisé son porte-parole Laurent Teisseire. Il a aussi indiqué que le « *surcoût* » des opérations extérieures (Opex) atteint aujourd'hui 100 M€, contre 54 M€ il y a un mois et demi. Le budget des Opex est établi en fonction des opérations en cours et de celles qu'il est rationnellement possible d'anticiper. Les dépenses additionnelles sont couvertes par le budget général de la nation. Enfin, les stocks de munitions, utilisées en Afghanistan et en Libye, sont complétés par anticipation. Aucune comptabilité n'est rendue publique pour ne pas renseigner l'adversaire « *d'aujourd'hui et de demain* ».

Par ailleurs, entre le 10 mai et le 18 juin, six militaires sont morts en opérations en Afghanistan, portant à 62 le bilan des pertes françaises depuis le début de l'engagement.

**Loïc Salmon**